

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Agen, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BORDERIE Victor

LE CLAUD

3126 route de la cabane
24130 Monfaucon

Références : FF/Ubd 24-47/296/2025

Code AIOT : 0003106586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement BORDERIE Victor implanté LE CLAUD 3126 route de la cabane 24130 Monfaucon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28 novembre 2025 a pour but de constater les mesures prises pour satisfaire à l'arrêté préfectorale de mise en demeure du 27 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORDERIE Victor

- LE CLAUD 3126 route de la cabane 24130 Monfaucon
- Code AIOT : 0003106586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Borderie SAS exploite sur son site de MONFAUCON une installation de stockage de bois classé en déclaration pour la rubrique 1532.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Autre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a régalé les tas de remblais déjà présents sur le site afin de parfaire à l'esthétique et à l'exploitabilité de sa plateforme. À noter qu'il a informé l'inspecteur de son souhait de cesser partiellement l'exploitation en restant en dessous des seuils ICPE pour le stockage et le travail du bois, et de cesser totalement ses activités de broyage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/10/2023, article L.171-7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	15 jours
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Implantation. – Aménagement	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
4	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 2.4.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Exploitation. – Entretien	Arrêté Ministériel du 05/12/2016,	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article Annexe I > 3.2		l'exploitant, Demande d'action corrective	
6	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 8.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Mesures compensatoires	AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est toujours pas en mesure de fournir les documents d'urbanismes permettant de régulariser la plateforme. Les stocks de bois ont drastiquement diminué.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2023, article L.171-7
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/04/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024

Prescription contrôlée :

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.
[...]

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspecteur des installations classées de l'arrêt de ses activités de broyage de bois et de la diminution de son stockage de bois afin de ne plus être classable pour la rubrique 1532. Il a été constaté l'absence de broyeur et la présence d'un stockage inférieur à 1000 m3 sur place ce qui justifierai l'absence de classement au sein des rubriques 1532 et 2410. A noter que la mise à jour administrative n'a pas officiellement été effectué (abandon, diminution des volumes ou régularisation) pour la rubrique 2410 susceptible d'un classement en enregistrement.

Concernant la plateforme, l'exploitant a réaffirmé avoir des contacts réguliers avec la Communauté d'Agglomération du Bergeracois (CAB), en charge des dossiers d'urbanisme sur la commune de Monfaucon. À ces dires, la régularisation est en bonne voie et des avancées sont prévues courant décembre 2025.

Pour rappel, la plateforme est remblayée avec du mâchefer. Cette matière figure dans la liste de codification des déchets (Annexe II de l'article R. 541-8 du CE) sous le code 19 01 12 : Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11. Le recyclage des mâchefers en technique routière est encadré par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, l'exploitant a signé, le 8 février 2024 une convention avec la société BEDEMAT en ce sens.

Cependant, en l'absence d'une régularisation administrative de la plateforme, celle-ci s'apparente à une installation de stockage de déchet classable en Enregistrement pour la rubrique 2760 : Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720. L'exploitant devra donc, faute de régularisation administrative de sa plateforme, déposer un dossier de demande d'enregistrement pour cette rubrique afin de régulariser son installation, comme stipulé dans l'arrêté de mise en demeure n°BE-2024-08-03 du 27 août 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirmera par courrier :

- **L'abandon de ses activités de broyage de bois susceptibles de classement à la rubrique 2410** (La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation ne devra pas excéder 50 kW). Il doit également effectuer sa **cessation d'activité pour la rubrique 2260 (délai 15 jours)**.
- **L'abandon de ses activités de stockage de bois susceptible de classement à la rubrique**

1532.Le volume susceptible d'être stocké ne devra pas dépasser 1000 m³(**délai 15 jours**).

- La régularisation de sa plateforme du point de vue administratif :
 - Les documents seront à transmettre à l'inspection des installations classées (IIC). Compte-tenu des délais d'instructions des services de l'urbanisme de la Communauté d'Agglomération de Bergerac (CAB), **l'exploitant devra fournir ces documents au plus tard le 31 mars 2026**. Il fournira à l'IIC une **preuve de dépôt du dossier auprès des services de la CAB sous 30 jours**.
 - Dans le cas où l'exploitant ne pourrait fournir les documents d'urbanisme nécessaires à la régularisation de sa plateforme, il devra fournir un dossier d'enregistrement pour la rubrique 2760 afin de régulariser la situation administrative de son installation sous 12 mois.
- L'exploitant devra **se positionner concernant la régularisation de la plateforme en installation de stockage de déchets (rubrique 2760) sous 15 jours**.

A noter que les conditions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 août 2024 n'étant pas satisfaites concernant la régularisation de la situation administrative de son installation pour les rubriques 2410 et 2760, un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative sera soumis à la signature de madame la Préfète de DORDOGNE pour non respect de la mise en demeure et exploitation illégale, l'activité n'étant pas à ce jour régulariser ni par une autorisation d'urbanisme ni pour une exploitation d'une ICPE à enregistrement ou autorisation.

L'exploitant est informé que l'ensemble des délais s'entendent à compter de la réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est

portée, avant sa réalisation, à la connaissance de madame la Préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas communiqué sur la modification de l'emprise de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'après la convention entre l'exploitant et la société BEDEMAT les parcelles concernées sont les numéros : 158, 267, 145, 144 (à noter que le site Géoportail montrent que cette emprise correspond aux parcelles 330, 331, 332, 333, 335, 336, 144 et 145), pour une surface d'environ 14500 m²; - sur le terrain il a été constaté que les parcelles suivantes sont remblayées (en plus des parcelles précédemment mentionnées) pour tout ou partie : 162, 164, 165 et 334, soit un doublement de la surface prévue dans la convention.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire apparaître dans les documents d'urbanisme régularisant son installation l'ensemble des parcelles impactées par les remblais.</p> <p>De plus, il devra prendre contact avec la société BEDEMAT afin de régulariser sa convention. Il transmettra sa nouvelle convention à l'inspection des installations classées (DREAL) et aux services compétents de la CAB.</p> <p>A noter que la convention mentionnant une couverture ou un recouvrement des remblais (III-A), l'exploitant devra confirmer l'obligation de couverture et le cas échéant le type de couverture qu'il mettra en œuvre ainsi que les délais prévisionnels de fin de travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Implantation. – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du</p>

site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas officialisé l'abandon de ses activités potentiellement classées, il reste de fait soumis aux dispositions de l'annexe 2.2 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 réglementant notamment les installations soumises à déclaration pour les rubriques 2410 et 1532.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à évacuer l'ensemble des déchets présents sur parcelles 148, 150 et 151.</p> <p>Il mettra à jour l'application TRACK-DECHETS pour ce qui concerne les déchets dangereux (notamment les tôles en fibrociment), il conserva les bordereaux de suivi de déchets et informera l'inspection de la fin des travaux d'évacuation.</p> <p>Compte tenu de l'état des sols, notamment en raison des pluies, et afin d'éviter tout accident lors de l'enlèvement des déchets les plus lourds (cuves, carcasses de voitures) un délai de 60 jours est accordé à l'exploitant pour l'enlèvement de déchets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières applicables pour la rubrique 1532
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le bâtiment couvert abritant le stockage est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, les éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - parois REI 120 ; - couverture BROOF (t3) ou plancher haut REI 60 ; - portes EI 30. <p>Si le stockage est en plein air, sa hauteur ne doit pas dépasser 6 mètres. Le stockage doit être à au moins 6 mètres des limites de l'établissement, de manière à permettre le passage des engins de</p>

lutte contre l'incendie.
Constats : L'exploitant ne dispose plus de stock de bois sur sa plateforme. Il a abordé son souhait d'abandonner l'exploitation de plus de 1000 m3 de bois et d'être déclassé concernant la rubrique 1532.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra faire les démarches de cessation d'activité pour la rubrique 1532.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Exploitation. – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/06/2024
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
Constats : L'exploitant n'ayant pas officialisé l'abandon de ses activités potentiellement classées, il reste de fait soumis aux dispositions de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 réglementant la rubrique 1532.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place les dispositions nécessaires afin que les personnes étrangères à l'établissement n'aient pas un accès libre aux installations. Il dispose de 30 jours pour informer l'inspection des mesures qu'il compte mettre en œuvre. Celles-ci devront être appliquées sous 90 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I > 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'ayant pas officialisé l'abandon de ses activités potentiellement classées, il reste de fait soumis aux dispositions de l'annexe 8.3 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 réglementant notamment les installations soumises à déclaration pour les rubriques 2410 et 1532.</p> <p>De plus les mesures de bruits sont l'objet de l'article 2.1 de l'arrêté de mise en demeure du 27/08/2024. L'exploitant ne satisfait donc pas à cet arrêté de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit régulariser sa situation en effectuant les démarches nécessaires pour la déclaration ICPE de son activité. Dans ce cas il devra faire effectuer les mesures de bruits en lien avec son classement.• soit confirmer l'abandon de son activité, les mesures de bruits ne seront donc plus nécessaires. <p>L'exploitant dispose de 7 jours pour se positionner sur la poursuite ou l'abandon de ses activités classées en rubrique 1532 et 2410.</p> <p>Dans le cas d'un abandon des activités sus-mentionnées, il devra en informer l'IIC sous 15 jours.</p> <p>Dans le cas contraire, il dispose de 3 mois pour faire effectuer les mesures de bruits de son installation.</p> <p>En l'état actuelle de la situation, l'exploitant ne satisfait pas à l'arrêté de mise en demeure du 27 août 2024, article 2.1.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/08/2024, article 2.2
Thème(s) : Illégaux, Stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout nouvel apport de matériaux de remblais ou servant comme tel est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les remblais en place lors de la visite du 19 avril 2024 avait été régalé sur la parcelle.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'aucun remblai supplémentaire n'avait été apporté. Cependant, il a également mentionné la possibilité de recevoir une quantité importante de remblais afin d'achever sa plateforme (15000 à 20000 tonnes).</p> <p>En l'absence de document d'urbanisme permettant de régulariser l'installation et dans la mesure où l'apport de remblais reste possible, la mise en demeure ne peut être levée du fait de la nature de ces remblais.</p> <p>En effet, les mâchefers utilisés pour les remblais sont classés dans la liste de codification des déchets (Annexe II de l'article R. 541-8 du CE) sous le code 19 01 12 : mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11.</p> <p>Faute de régularisation administrative de la plateforme, l'utilisation de ces mâchefers s'apparente à du stockage de déchets relevant de la rubrique <u>2760 : Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720</u>. Considérant les quantités, l'installation serait soumise à enregistrement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'arrêté de mise en demeure du 27 août 2024 n'étant pas levé, il a été rappelé à l'exploitant que tout nouvel apport de matériaux de remblais ou servant comme tel restait interdit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite